

Position de la CI BauernUnternehmen sur
l'initiative populaire «Pour une Suisse sans pesticides de synthèse» («initiative pour l'interdiction des pesticides»)

NON à la destruction de la production régionale

L'«initiative pour l'interdiction des pesticides» exige l'interdiction des pesticides de synthèse dans la production et la transformation des produits agricoles. Leur utilisation serait également interdite dans l'entretien du paysage. L'initiative prévoit également d'interdire l'importation à des fins commerciales de denrées alimentaires produites à l'aide de pesticides de synthèse. Les importations privées seraient quant à elles toujours autorisées. Autrement dit, cette initiative favoriserait grandement le tourisme d'achat. Elle modifierait radicalement l'agriculture suisse et aurait un impact considérable sur les récoltes. La CI BauernUnternehmen rejette l'initiative pour l'interdiction des pesticides.

Affaiblissement de la production régionale

Si l'initiative est adoptée, les cultures pourraient ne plus être suffisamment protégées contre les parasites et les maladies des plantes. La production alimentaire nationale diminuerait. On estime qu'elle diminuerait de 30% si l'initiative était adoptée. Le taux d'autosuffisance, qui est actuellement de 60%, chuterait à 42%.¹ Cette initiative concerne aussi bien la production de produits d'origine végétale que de produits d'origine animale. Les pertes seraient particulièrement élevées pour les pommes de terre et la viande de porc. Mais l'initiative touche également la production bio. Les pesticides synthétiques sont également utilisés dans l'agriculture biologique, par exemple sous la forme de produits à base de cuivre synthétisés contre les infestations fongiques. Enfin, l'industrie alimentaire est également concernée par cette initiative. Par définition, les pesticides comprennent à la fois les produits phytosanitaires et les biocides. Les biocides sont des désinfectants et des agents nettoyants qui sont absolument indispensables pour respecter les dispositions en matière d'hygiène dans l'industrie alimentaire. En interdisant les pesticides de synthèse, c'est toute la sécurité alimentaire qui est menacée.

Hausse des prix pour les aliments régionaux

En raison de la baisse de productivité, les denrées alimentaires régionales se raréfient. Les prix augmentent massivement. Cependant, les prix plus élevés ne peuvent pas compenser les pertes de rendement causées par l'interdiction des pesticides. Les revenus des agriculteurs sont en baisse. Si l'initiative est adoptée, les citoyens et citoyennes suisses devront faire face à une hausse massive des prix des denrées alimentaires régionales. Cela représente un problème, en particulier pour les ménages à faibles revenus et pour la classe moyenne. Il est injuste que tout le monde ne puisse pas se permettre d'acheter des fruits et légumes provenant de sa région. Diverses enquêtes, ainsi que la publicité des grands distributeurs, montrent que les produits locaux jouent un rôle important pour les consommateurs. L'«initiative pour l'interdiction des pesticides» va donc à l'encontre du souhait des Suisses d'obtenir des produits agricoles locaux. La production régionale d'aliments pour animaux est également menacée. Alors que la production d'aliments pour animaux à l'aide de pesticides de synthèse est interdite en Suisse, les importations de ces aliments depuis l'étranger resteront autorisées.

Augmentation du tourisme d'achat

L'«initiative pour l'interdiction des pesticides» interdit l'importation à des fins commerciales de denrées alimentaires qui contiennent des pesticides de synthèse ou qui sont produites à l'aide de ceux-ci. Toutefois, elle n'interdit pas l'importation de denrées pour les ménages privés. Cela favoriserait donc le tourisme d'achat. Les produits des agriculteurs suisses, qui deviendraient beaucoup plus chers à cause de l'initiative, seraient délaissés au profit de produits provenant des régions frontalières. Cela affaiblirait encore plus les agriculteurs suisses en tant que producteurs de denrées alimentaires régionales. De plus, l'interdiction d'importation est une illusion. Elle n'est pas compatible avec les traités internationaux de la Suisse et ne peut être contrôlée. En définitive, ce sont surtout les agriculteurs suisses qui devront se conformer à cette interdiction. Et le grand perdant serait la production régionale.

¹ Charles Gottlieb et Cara Stromeyer (2020). Die makroökonomischen Effekte der Volksinitiative «Für eine Schweiz ohne synthetische Pestizide». Université de Saint-Gall.